L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 5 AVRIL 1878. 51me Année.

DUFOUR & LIMET,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,
VENDREDI 5 AVRIL 1878.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par H Stern & Co., au No 63 de la rue de la Douane—Bottes, Souliers et Brodequins.

Fonds de Groceries, etc — Voyez l'annonce d'encan de D'E. Morphy & Son

LA DÉCISION DU JUGE ROGERS.

Le bill des deux millions déclaré inconstitutionnel.

Une première décision judiciaire est venue donner raison à la minorité qui dans les deux Chambres, a refusé de voter le bill ordonnant l'émission de deux millions de Bons d'Etat en faveur du chemin de fer du Pacifique, et tout nous porte à espérer que cette décision sera, dans un bref délai, confirmée par la Cour Suprême de la Louisiane, car une loi ordonne que cette affaire soit examinée de préférence à toute autre.

Nous avons donné hier la substance du jugement par lequel le juge Rogers, de la Cinquième Cour, a refusé le mandamus demandé au nom de la compagnie contre le gouverneur, le secrétaire d'Etat et l'auditeur, pour les contraindre à émettre $250,000 de Bons à titre de prêt à raison de $12,000 par mille pour la quantité de milles du chemin déjà construit. L'importance de la décision nous engage à y revenir.

Le gouverneur Nicholls ayant annoncé en signant le bill, qu'il n'exécuterait les prescriptions de la loi que lorsque la justice aurait prononcé sur les objections constitutionnelles déjà soulevées dans les débats législatifs, c'était donc pour avoir raison de son refus qu'un mandamus avait été demandé. L'avocat général a très habilement soutenu les objections à la constitutionnalité du bill. Il a fait valoir que la dette de l'Etat n'étant pas encore descendue au-dessous de la limite constitutionnelle de quinze millions, la législature n'avait pas le droit d'augmenter la dette. On a prétendu pour la compagnie que la dette était réduite au-dessous de quinze millions et que l'émission demandée ne l'élevérait pas au-delà de cette limite. Le débat portait donc sur une question de fait.

On sait que les Bons convertis s'élèvent déjà à une somme d'environ douze millions et qu'il reste environ quatre millions de Bons dont la conversion est demandée mais ne peut être, d'après une loi, admise qu'après décision judiciaire. Mais en dehors des Bons qui forment la dette absolue de l'Etat et qui s'élevaient, au 31 décembre 1873, à $24,508,180 36, il y a encore pour $5,483,602 47 de Bons endossés par l'Etat en faveur des Banques foncières. Au nom du chemin de fer on soutenait que les banques étant parfaitement en état de faire face au paiement de ces Bons, cette somme ne devait pas figurer dans le total de la dette de l'Etat.

Le juge Rogers a repoussé cette prétention par des raisons qui nous semblent parfaitement concluantes. Il a dit que déjà une décision de la troisième Cour de district, confirmée par la Cour Suprême, avait déclaré qu'une partie de ces Bons en faveur de la Banque des Planteurs constituaient une obligation valide de l'Etat. En ce qui concerne les Bons de la Banque des Citoyens, il a rappelé un arrêt de la Cour Suprême rendu en 1871, lequel déclare que ces Bons doivent être compris dans la supputation des dettes de l'Etat, par le motif que les corporations comme les individus peuvent manquer à leurs engagements et qu'il peut arriver éventuellement que l'Etat soit obligé de rembourser ces Bons.

Le juge a fait remarquer que l'un des avocats du chemin de fer faisait précisément partie des membres de la Cour Suprême qui avaient rendu cet arrêt en 1871. Il a ajouté que la loi de 1874 qui avait venue plus tard, avait été adoptée avec la pleine connaissance de cette jurisprudence et qu'elle devait être interprétée dans le même sens.

Quand les lois de 1874 ont été adoptées, les législateurs avaient sous les yeux un rapport de l'auditeur donnant le résumé suivant des dettes:

Montant total de la dette absolue.....	$24,508,180 36
Dettes pour lesquelles l'Etat est obligé éventuellement.....	5,483,602 47
Total.....	$29,991,782 83

On soutient que le législateur en ordonnant la conversion à 60 0/0 et en fixant la limite constitutionnelle à quinze millions, n'a pas dû considérer la dette éventuelle comme devant être comprise dans la limite, car 29 millions à 60 0/0 feraient plus de 15 millions. Le juge trouve une réponse péremptoire à cette objection dans le texte du second amendement de 1874.

Dès que la dette de l'Etat aura été réduite au-dessous de 25 millions, sa limite constitutionnelle restera au *plus bas point atteint*, et la dette publique ne pourra plus être élevée au-delà de ce point. Cette règle restera en vigueur jusqu'à ce que la dette soit réduite à quinze millions, chiffre au-delà duquel elle ne pourra être élevée.

Or, la dette n'a pas encore pu être réduite au-dessous de quinze millions et elle ne pourra l'être que si les Cours exercent les Bons litigieux et si, en outre, les Bons garantis par l'Etat sont payés par les Banques foncières, ce qui n'arrivera pas avant longtemps.

La Cour ayant décidé que les cinq millions et demi de dettes éventuelles doivent être comptés dans le total des dettes de l'Etat, juge inutile d'entrer dans l'examen de la question de savoir si, même en laissant de côté cette somme, la limite constitutionnelle ne serait pas encore atteinte, et elle refuse le mandamus.

Sa décision nous paraît fondée en droit et en fait et il nous paraît peu admissible qu'elle soit réformée par la Cour Suprême, mais nous avons démontré que tant que la conversion n'est pas terminée, les *Bons* "outstanding" doivent continuer à figurer dans le total de la dette pour leur valeur nominale, d'où il suit que sans compter les Bons endossés par les Banques, la dette de l'Etat est encore de plus de seize millions, c'est-à-dire qu'elle n'a pas encore été réduite au-dessous de quinze millions et que d'après les termes de l'amendement elle ne peut être élevée au-dessus *de point le plus bas atteint*.

Nous pouvons donc, à l'avance, considérer que la loi des deux millions restera une lettre morte et qu'elle n'aura pas pour effet d'accroître la dette de l'Etat. Ainsi, se trouve justifiée la position prise par l'*Abeille*. L'Etat évitera cette nouvelle dette comme la ville a évité la taxe de un demi pour cent par an pendant quatre ans : deux millions de sauvés pour l'Etat et deux millions et demi pour les contribuables de la Nouvelle-Orléans.

Excursion à un Dollar.

A McComb City, aller et retour, tous les dimanches, par la route de Jackson. Le train part à 8 heures du matin et revient à 10 heures du soir.

— Le tribunal correctionnel de Bougie a condamné cinq habitants de Duquesne à des amendes variant entre 16 et 50 fr., pour avoir crié : "Vive Napoléon IV!" par la voie publique.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Nous devons savoir gré à M. Hall de nous fournir l'occasion d'entendre un peu de bonne musique chantée par des artistes de renom. Voilà qui va rompre la monotonie de nos soirées encore assez longues. La Murska est une de ces artistes dont le talent a un cachet d'originalité qui en augmente le charme. On peut la critiquer sous certains rapports, mais on n'en éprouve pas moins de plaisir à l'entendre. Sa manière sort de l'ordinaire ; elle ne chante pas comme tout le monde ; elle a son genre à elle, et c'est un genre qui séduit, car il est brillant et il y a de la vie et de la poésie dans sa manière de dire. C'est ainsi que nous nous la rappelons et c'est ainsi que nous espérons la retrouver samedi soir, dans le concert annoncé aux Variétés. Avec elle nous entendrons Brignoli, Susini et Makin, trois artistes qui ont une réputation bien établie.

CONCERT AU THÉATRE DES VARIÉTÉS.—L'arrivée de la troupe de Mlle Ilma de Murska ayant été retardée par une cause inévitable, le grand concert qu'elle devait donner aujourd'hui, vendredi, est forcément remis à demain samedi, 6 avril, et la matinée de gala qui devait avoir lieu demain est remise à mercredi prochain, 10 du courant. Les billets de vendredi seront bons pour le samedi et les billets de la matinée seront bons pour mercredi prochain.

VINS, VINAIGRE, MOUTARDE, ETC.—M. Amédée Couturié, 39 Decatur, a reçu par la *Comtesse Duchatel*, venant de Bordeaux, et le steamer *St. Louis*, arrivé de Liverpool, un grand envoi de vins rouges et blancs, de vinaigre, moutarde, genièvre, etc. Voir aux annonces.

EXCURSIONS A CARROLLTON.—On verra aux annonces que l'excellent steamer "Gov. Allen," s'arrêtera à Carrollton, le lundi et le vendredi soir, en quittant la Nouvelle-Orléans, et qu'en retour, le dimanche à 5 1/2 heures de l'après-midi, il s'arrêtera également à Carrollton pour prendre à son bord les personnes qui voudront revenir de cette manière à la Nouvelle-Orléans. Le prix pour aller à Carrollton ou en revenir sera de 10 cents par personne, la recette étant destinée aux asiles d'orphelins parmi lesquels elle sera répartie. Voilà une bonne œuvre à laquelle tout le monde est convié et à laquelle tout le monde pourra participer.

LES FAILLITES A NEW-YORK.—Le nombre des faillites rapportées dans la ville de New-York pendant le mois de mars qui vient d'expirer, a été de quatre-vingt cinq, donnant un passif total de $7,177,326. Les faillites ont donc dépassé, comme nombre, et comme importance, celles de janvier et celles de février, bien que ces deux mois, principalement janvier, eussent été exceptionnellement désastreux.

Parmi les maisons anciennes et réputées solides qui ont été obligées de succomber dans le courant du mois de mars sont Jay Adams & Co, épiciers en gros; Jewell, Harrison & Co, et Lewis & Co, marchands de provisions; Kohbe & Ball, commissionnaires; Greenleaf, Nott & Co, banquiers; Kohlsaat's Sons, mercantes; Baldwin & Flagg, chapeliers; Young, Smith & Co, sucres; Hanann & Kock, bijouterie; Isaac Hernan, diamants, etc.

LE BAZAR DE BIENFAISANCE A NEW-YORK.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Le bazar français de bienfaisance est décidément un vrai succès. La foule s'y porte et l'attrait de faire le bien s'augmente de l'intérêt qu'excitent de charmantes épisodes. Jeudi soir M. Ondin et Mlle Corinne Bouligny, deux beaux tableaux de franc aloi, ont chanté divers morceaux aux applaudissements enthousiastes des nombreux visiteurs.

Non contente d'avoir ainsi payé de sa personne et de son talent, la gracieuse Mlle Bouligny a fait une quête très fructueuse. Avant-hier Mlle Marie Roze, comme on l'avait annoncé, a aussi donné son concours à l'œuvre. Elle a visité le bazar et est venue y chanter deux morceaux : la *Sérénade* de Gounod, en français, et une ballade anglaise, *It was a dream*.

Notre aimable compatriote n'a jamais déployé à la scène plus de talent que dans l'exécution de ces deux morceaux. Sa jolie voix a fait merveille et la foule,—car il y avait une vraie foule—a acclamé, applaudi, avec des hurrahs, des bravos sans fin, des trépignements, l'artiste il-lustre que cet accueil a touchée profondément. Avec cette grâce adorable qui caractérise Mlle Marie Roze de chanteuse elle s'est faite quêteuse et tout ne s'est montré récalcitrant. Encore autant à ajouter au produit des ventes.

Devant ce succès et l'émulation de bienfaisance qui ne fait qu'accroître chaque jour, on peut compter sur décidé de prolonger la durée du bazar. Par malheur la salle-rie M. Kurtz est louée pour vendredi prochain, et le bazar devra donc ménager jeudi. C'est donc encore trois jours qui sont accordés aux retardataires. Nous espérons que cette prolongation sera mise à profit par tous et que ce dernier appel à la charité ne rencontrera que des cœurs sympathiques, des mains ouvertes et pas une sourde oreille.

CH. V.

MADAME GAINES DÉPASSÉE. — Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Nous avons annoncé, il y a quelque temps qu'un habitant de Dubuque (Iowa), M. Thomas Minshall, venait de réunir des preuves à l'appui d'une immense revendication contre le gouvernement des Etats-Unis, revendication qui a déjà été soumise au congrès. M. Minshall réclame comme lui appartenant soixante-dix cents, c'est à dire la presque totalité de l'Illinois. On sait que cet Etat, qu'arrosent le Mississipi, l'Ohio, le Wabash, a une superficie de 143,506 kilomètres carrés et une population de 2,383,300 habitants. On y voit des plaines boisées, mais très fertiles.

Il paraît que, par contrat passé à Fort-Gage en 1773, dix chefs indiens ont cédé à l'arrière-grand-père de M. Minshall et à dix-neuf autres gentlemen la propriété de la majeure partie des terres qui forment actuellement l'Etat de l'Illinois.

Les dix chefs l'ont signé, les uns en faisant une croix, les autres en dessinant un poisson, une tête d'ours ou quelque autre objet, et le contrat a eu pour témoins Hugh Lord, qui commandait alors l'Illinois, et plusieurs officiers de la garnison britannique qui se trouvaient alors à Fort-Gage. L'acte dérivait minutieusement les propriétés vendues ; et le prix de la vente, ou plutôt de l'échange, était une certaine quantité de baguettes de fusil, d'étoffes, de bœufs, tous articles qui ont été fidèlement livrés, ainsi qu'il appert d'un acte passé par-devant un notaire.

Les terres réclamées forment deux blocs : l'un, comprenant toute la section méridionale de l'Illinois au-dessus de Cairo ; l'autre, de forme irrégulière, embrassant la portion occidentale de l'Etat depuis Springfield, à l'ouest, jusqu'à un point en face de l'embouchure du Missouri, d'une part, et de l'autre, jusqu'à un point du lac Michigan, près de Chicago.

C'est par un pur hasard que le claimant a découvert le titre à l'aide duquel il espère se faire adjuger ses soixante-dix comtés de l'Illinois, ou une énorme indemnité.

Il a trouvé ce vieux document dans une banque, où il avait été déposé comme curiosité.

DES PRIMES QUI NE SERONT PAS OFFERTES AUX BONS.—Une lettre particulière de Montréal annonce que la fortune va probablement sourire aux vagabonds et aux déclassés des Etats-Unis. Une guerre entre la Russie et l'Angleterre est, suivant toute apparence, inévitable. L'Angleterre demandera un contingent de 100,000 hommes au Canada, qui n'en pourra fournir que la moitié environ avec sa propre population. L'écrivain continue : "On rapporte couramment dans les cercles militaires, ici et à Ottawa, qu'à la première nouvelle de la déclaration de guerre des bureaux de recrutement seront ouverts tout le long de notre frontière, et nous nous attendons à enrôler une portion considérable de la population flottante, errante et aventureuse des Etats-Unis....Je pense que nous vous offrirons une solution du problème de la suisance des *tramps*. Envoyez-nous vos vagabonds validés et nous en ferons des soldats.... Notre service offrira aussi une excellente occasion à vos officiers expérimentés de la guerre de sécession.... Beaucoup de vos graduées de West Point trouveront un emploi immédiat dans nos armées."

L'auteur de cette lettre plaisante dit que la prime d'engagement ne sera d'abord que de dix livres sterling ; mais elle s'élèvera progressivement au double si, comme tout l'indique, la guerre est sanglante. Voilà, dit le *Herald*, une bonne chance pour les *bounty jumpers*.

NOUVEAU SYSTÈME MÉTRIQUE.

M. Stephens, de la Georgie, a présenté à la chambre des représentants un bill proposant l'emploi obligatoire du système métrique avec les modifications suivantes, que le bill appelle une simplification, mais qui sembleront à beaucoup de personnes une complication :

Mesures de longueur.

Le *mail* sera l'équivalent de 100 *traces* ; le mètre, l'équivalent de 100 *mails*, et le *kile* l'équivalent de 100 mètres.

Mesures de superficie.

Le grand acre sera l'équivalent de 10,000 mètres carrés.

Mesures de capacité.

La cuiller sera l'équivalent de 100 gouttes ; la quarte l'équivalent de 100 cuillers, le baril l'équivalent de 100 quartes.

Mesures de poids.

Le *corn* sera l'équivalent de 100 *seeds*, le *nut* l'équivalent de 100 *corns*, le *bip* (bi-pound), ou deux livres, l'équivalent de 100 *nuts*, et la tonne l'équivalent de 1,000 *bips*.

Les termes fixés par les auteurs du système métrique ont l'avantage d'indiquer leur propre signification ; il est difficile de comprendre quelle simplification on obtiendrait en leur substituant les termes locaux proposés par le bill. Pour exprimer, par exemple, une longueur de 100 mètres, nous ne voyons pas en quoi le mot *kile* serait préférable au mot hectomètre.

Bien que l'excellence du système métrique ne soit ni contestable ni contestée, son adoption semble devoir être retardée par beaucoup de préventions dans les régions officielles. Ainsi, le secrétaire du Trésor écrit ce qui suit au congrès :

Je suis d'avis qu'il ne convient pas quant à présent de rendre le système métrique des poids et mesures obligatoire dans des transactions quelconques. La loi présente législative et permet l'emploi de ce système dans tous les cas, avec le consentement des parties. Bien que le système métrique soit sans aucun doute la théorie la plus parfaite, le vieux système de poids et mesures est tellement enraciné dans les habitudes d'affaires de notre peuple, que le nouveau système ne pourrait être adopté qu'après avoir été bien compris et apprécié par la masse du peuple. Je pense qu'une grande confusion, beaucoup d'inconvénients et de nombreux litiges résulteraient de son adoption hâtive. Le congrès pourrait, en révisant le tarif, adopter ce système, en en indiquant dans la loi les équivalents des termes du vieux et du nouveau système ; toutefois ce changement ménagerait quelques embarras, et son utilité est douteuse.

L'opinion du professeur Hilgard est que les Anglo-Saxons ne permettront jamais qu'on les oblige sous peine d'amende à renoncer à leurs pouces, leurs gallons, *nails*, *kiles*, &c. Les gouvernements paternels et despotiques d'Europe ont pu imposer cette obligation à leurs sujets, mais les Anglo-Saxons font des lois communes aux coutumes, au lieu de créer les coutumes par des lois. Toutefois, comme les avantages du système métrique sont les systèmes divers et chaotiques actuels sont incontestables, on devrait habituer petit à petit le peuple américain à employer le nouveau système pour devenir général et obligatoire à partir de l'an 1900.

Nous avons déjà exposé les vues de M. Elliott, qui a aussi fait une étude spéciale du sujet. Il voudrait que le système métrique fût obligatoire seulement pour certaines transactions spécifiées du gouvernement.

(Courrier des Etats-Unis.)

Excursion à un Dollar.

A McComb City, aller et retour tous les dimanches par la route de Jackson. Le train part à 7 heures du matin et revient à 10 heures du soir.

LE DERNIER DISCOURS DE GAMBETTA.—Nous lisons dans les *Débats* :

En même temps que le Sénat votait la loi sur l'état de siège, la Chambre mettait à son ordre du jour de jeudi la discussion du budget des recettes. M. le ministre des finances l'avait demandé, M. Madier de Montjau s'y opposait ; M. Gambetta, président de la commission du budget, est venu appuyer la demande du gouvernement. Il l'a fait avec un grand bonheur d'expression et une incontestable élévation de pensée. Ses dernières paroles ont présenté sous son vrai jour la situation générale ; elles sont propres à rassurer les plus timides et à encourager ceux qui n'ont confiance. M. Gambetta a exercé sur la Chambre une influence très légitime, et l'usage qu'il en fait honore son esprit et son caractère. Il a grandi beaucoup depuis quelques mois, et c'est à ses adversaires qu'il le doit surtout.

Dirs personnellement à partir par les auteurs du 16 mai, dans ce duel qu'il n'avait pas cherché, il a vaincu et n'a pas abusé de sa victoire. Il exerce sur la gauche une action modératrice dont les bons citoyens doivent lui savoir gré. Son intervention hier n'a pas déterminé un vote qui n'était point douteux, mais elle a donné à la majorité une cohésion plus parfaite et une résolution plus ferme. Le discours de M. Gambetta, qui a été un acte, produira dans le pays un effet excellent. Le pays, du reste, se prononce à chaque occasion pour la république avec un redoublement d'énergie. On a vu les résultats du triple scrutin du dimanche : dans les Bouches-du-Rhône, dans le Gard, dans l'Ille-et-Vilaine, au sud et au nord, à l'est et à l'ouest, les électeurs donnent partout aux républicains des majorités considérables. La situation est donc bonne, et après les épreuves dont nous avons profité, les progrès que nous avons faits, les illusions que nous avons perdues, elle ne sera certainement compromise ni par esprit de parti, ni par esprit de système. La république n'est plus un parti, elle est le gouvernement de la France ; elle n'est pas seulement une doctrine, elle est un fait légalement accompli.

MALADIE DE M. GAMBETTA. — Le correspondant parisien du *Soleil public*, de Lyon, lui donne les détails suivants sur une indisposition dont a été atteint M. Gambetta, vendredi dernier :

Vers l'issue de la séance, dit ce journal, M. Gambetta traversait la salle des Pas-Perdus, dans laquelle il n'y avait, à ce moment, que le correspondant versaillais d'un grand journal du matin et un huissier; M. Gambetta regagnait sa voiture, qui l'attendait à la porte, et il était accompagné de M. H..., directeur politique d'un des plus importants journaux républicains du soir.

"Arrivé au milieu de la salle des Pas-Perdus, M. Gambetta s'arrêta, porta la main à son front, et alla s'appuyer contre le piédestal d'une statue, en murmurant. Le huissier reprises: Quel malaise ! étrange ! je vais avoir une syncope ! qu'on me conduise vite à ma voiture !"

"Sa figure était tuméfiée, violacée, les veines de son front et de ses tempes paraissaient distendues à se rompre.

"L'ami qui l'accompagnait et les deux personnes présentes s'empressèrent de le revêtir de son pardessus et de couvrir sa cravate. Mais on ne put le conduire à sa voiture, et il fut obligé d'aller s'étendre sur le canapé d'un des bureaux, où il demeura assez longtemps dans un état de quasi-syncope avant qu'il pût regagner son hôtel.

"L'opinion exprimée en cette circonstance par M. H.... et par quelques autres amis de M. Gambetta, qui survinrent, c'est que de la façon de vivre du chef de la majorité est entièrement contraire aux exigences de l'hygiène. Il se livre, en effet, à un travail excessif, auquel on joint de nombreuses visites à toute heure du jour et de la nuit. Il mange beaucoup, mais irrégulièrement, à cause de ses travaux et de ses visites, dort ainsi avec beaucoup d'irrégularité, étant fréquemment en conférence jusque fort avant dans la nuit, passe en voiture tout le temps qu'il ne consacre pas à ses occupations, et ne prend jamais aucun exercice.

Ces amis réclament que cette fâcheuse hygiène ne lui fasse quelque jour un mauvais tour.

Nous lisons dans un journal parisien :

M. Gambetta à l'air réellement malade. Après son petit déjeuner d'hier, cinq minutes, il était fatigué et même épuisé. Il transpirait horriblement. Il sent qu'il a grand besoin de repos, car, à ceux qui lui conseillaient de se reposer, il a dit : "Il n'y a qu'un moment, ce sont les vacances. Il ne va plus y avoir de chemin de fer. Je vais à Versailles tous les jours en coupé.

— *Le Courrier de la Loire* annonce que la session des soixante qui devait s'ouvrir lundi dernier à Mende n'a pu avoir lieu, faute d'affaires au zèle. Le même fait s'était produit l'an dernier.

LA LOI SUR L'ETAT DE SIEGE.—Voici le texte complet de la loi votée par les deux Chambres françaises :

Article 1er.

L'état de siége ne peut être déclaré qu'en cas de péril imminent résultant d'une guerre étrangère ou d'une insurrection à main armée. Une loi peut seule déclarer l'état de siége ; cette loi désigne les communes, les arrondissements ou départements auxquels il s'applique ; elle fixe le temps de sa durée ; à l'expiration de ce temps, l'état de siége cesse de plein droit, à moins qu'une loi nouvelle n'en prolonge les effets.

Article 2.

En cas d'ajournement des Chambres, le président de la République peut déclarer l'état de siége, de l'avis du conseil des ministres, mais alors les Chambres se réunissent de plein droit deux jours après.

Article 3.

En cas de dissolution de la Chambre des députés, et jusqu'à l'accomplissement entier des opérations électorales, l'état de siége ne pourra, même provisoirement être déclaré par le président de la République.

Néanmoins, s'il y avait guerre étrangère, le président, de l'avis du conseil des ministres, pourrait déclarer l'état de siége, à la condition de convoquer les collèges électoraux et de réunir les Chambres dans le plus bref délai possible.

Dans le cas où les communications seraient interrompues entre la France et l'Algérie, le gouverneur pourra, en cas d'insurrection, déclarer tout ou partie du territoire de l'Algérie en état de siége.

Article 4.

Dans les cas prévus par les articles 2 et 3, les Chambres, dès qu'elles seront réunies, maintiennent ou levent l'état de siége.

En cas de dissentiment entre elles, l'état de siége est levé de plein droit.

Article 5.

Les articles 4 et 5 de la loi du 9 août 1849 sont maintenus, ainsi que les dispositions de ses autres articles non contraires à la présente loi.

—Nayrons ceux qui vantent toujours le bon vieux temps ? Quelques chiffres vont leur montrer que la moyenne de la vie humaine s'est élevée, et que l'on meurt moins, aujourd'hui, qu'autrefois ; — ce qui est bien quelque chose.

Au commencement du siècle dernier, à la fin du règne de Louis XIV, la mortalité était de 1 sur 28, à Paris. Cinquante ans plus tard, elle n'était plus que de 1 sur 30.

Dans le dix-neuvième siècle, en 1836, on ne compte déjà que 1 décès sur 36 habitants ; tandis qu'en province la mortalité n'est que 1 sur 42.

En 1851, on compte, à Paris, 1 décès sur 38, et enfin, 1 sur 39, en 1856. En 1862, 2 sur 49.

Comme on le voit, on meurt lentement mais on meurt. Grâces aux soins d'hygiène qui entourent la plus pauvre existence de la société moderne, on parviendra, sans doute, avant la fin du siècle, à réduire la mortalité au moins à 1 sur 45.

La comparaison d'un siècle à l'autre est frappante. Ainsi, en 1872, la population de Paris était de 1,053,261 individus, et il est mort, en chiffres ronds, 42,000 habitants. Or, si la mortalité, à cette époque, avait été celle qui nous décimait sous Louis XIV, nous aurions perdu, à Paris seulement, non plus 42,000 personnes, mais 60,000. C'est donc une population de 18,000 âmes que l'année 1872 a gagnée sur le siècle de Louis XIV.

LES FÊTES POUR L'EXPOSITION.—Nous lisons dans la *Patrie* :

Le maréchal a présidé ce matin à l'Elysée le conseil des ministres ; il y a été question des fêtes qui doivent être données par le gouvernement pendant l'Exposition universelle ; on a parlé d'une semaine de 1,200,000 fr., dont le vote doit être prochainement soumis à l'approbation de la Chambre.

Le Conseil municipal de Paris va être, de nouveau, convoqué, incessamment pour examiner le programme des fêtes qui seront données, par la ville, à l'occasion de l'Exposition.

C'est décidément au palais du Trocadéro qu'aura lieu, le 1er mai prochain, l'inauguration de l'Exposition universelle de 1878.

Cette cérémonie à laquelle assisteront le maréchal de Mac Mahon, les ministres, le prince de Galles, le comte de Flandre, le prince d'Etrange et tous les délégués des nations étrangères, aura un grand caractère de solennité.

— Deux groupes en bronze, représentant chacun un lion appuyé sur un panthère, d'une hauteur de près de deux mètres, et attribués à Michel Ange, viennent d'être achetés par Mme Alphonse de Rothschild pour la somme de 350,000 fr.

Ces œuvres d'art ont été récemment retrouvées dans un vieux palais de Venise. Elle seront exposées au Champ-de-Mars.

—La *Gazette des Tribunaux* dit qu'une arrestation vient d'être opérée à Moncel-sur-Seille. C'est celle du nommé Jules-Léon Audoynaud, sculpteur, âgé de quarante ans, condamné par contumace à la peine de mort par la Cour d'assises de Nancy, pour participation à l'insurrection de la Commune. Cet homme, dont il est souvent question dans le *Journal officiel* publié par le gouvernement de la Commune, était membre du comité central.

Après notification du jugement le concernant, ce contumax a été amené à Paris, où il a été écroué à la prison du Cherche-Midi et mis à la disposition de l'autorité militaire pour être jugé contradictoirement.

— On parlait beaucoup, à Versailles, de la visite qui aurait été faite, hier, à Orsitz, au comte de Chambord, par le duc de Chartres, qui voyage dans le Tyrol et se trouvait dans les environs pour étudier le théâtre de la dernière guerre. Le duc de Chartres est accompagné du marquis de Beauvoir, auteur de voyages bien connus, ancien sous-chef du cabinet du duc Decazes, et de M. de Boudy et Edouard Bocher, fils des deux sénateurs de ce nom.

—Il nous arrive de Calcutta une statistique assez curieuse ; elle se rapporte aux ravages occasionnés, pendant l'année 1876, par les bêtes féroces et par les serpents venimeux. Ces derniers sont les plus funestes ; ils ont donné la mort à 15,916 personnes. Il faut joindre à ce chiffre celui de 3,437 individus méchamment tués par des quadrupèdes. On compte 917 crimes commis par des tigres, 887 par des ours, 523 par des loups ; la reste est imputable à des éléphants, à des léopards, à des hyènes.

Le gouvernement excite à la destruction de ces ennemis de la race humaine : tout tigre tué est mis à prix ; le montant des primes payées en 1876 a été de 125,000 roupies (312,500 fr.) On donne 25 roupies par tête de tigre, ce qui n'est pas exagéré, vu les périls que présente ce genre de chasse.

En 1876, on a détruit : 1,693 tigres, 1,362 ours, 5,979 loups, 1,585 hyènes. Quant aux serpents, on en a immolé plus de 212,000, mais tels est leur nombre qu'il n'y paraît guère.

LE 81E ANNIVERSAIRE DE L'EMPEREUR GUILLAUME. — Les journaux allemands annoncent l'arrivée à Berlin d'un certain nombre de princes allemands qui vont assister à la fête de l'empereur Guillaume. L'empereur aura, le 22 mars, quatre-vingt-un ans accomplis. Il est né le 22 mars 1797.

—Un malheur vient d'attrister la vieillesse de Garibaldi à Caprera. Anita Canzio vient de mourir à Gênes. Mme Canzio est la fille de Garibaldi. Elle devint mère d'une fille. C'est cette fille de douze ans qui vient de mourir.

—Le journée du 18 mars s'est passée à Paris sans trouble quelconque. Un certain nombre de personnes se sont rendues au Père-Lachaise et ont déposé des couronnes sur les tombes de Rampal et Ledru-Rollin ; quelques-unes de ces couronnes portaient le mot ; Amnistie. Il n'y a eu d'ailleurs, ni cris, ni manifestations extérieures.

Le soir quelques banquets ont eu lieu dans les quartiers excentriques, mais ils ont conservé un caractère absolument privé.

—Une enquête ouverte sur la méchante de la guerre sur l'origine de l'adresse au pape, signée par quelques élèves de Saint-Cyr, est terminée.

Les élèves signataires ont reçu une réprimande sévère, et, en présence de l'accomplissement paternelle de la mission de la guerre, les quatre élèves qui avaient été battus au recit d'arch, à la suite de l'affaire, au zèle. Le même fait s'était produit l'an dernier.

Chronique de la Ville.

Bulletin météorologique.—On nous annonce pour aujourd'hui : Temps clair ou partiellement couvert, vent du nord et pas de changement dans la pression atmosphérique.

Thermomètre, 4 avril 1878.
Thermomètre de C. DEHAMEL, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 h. du matin.....	50	10
Midi.....	68	20
3 P. M.....	70	21
6 P. M.....	65	18

Départs.—Passagers partis hier par la ligne fluviale de Mobile : W. S Leyon, New York ; J Beaty, Jacksonville ; T P McCormick, Baltimore ; Jno T Moore et famille, Louisville ; Henry Todd, Chattanooga ; S S Kimball, Boston ; Albert Graef, New York ; H C R Bicher, femme et fille, Jacksonville ; Thos B Armstrong et femme, Philadelphie ; A T Bush, Cedar Keys ; Paul Jones, Chattanooga ; W D Borne, Chicago.

Voyageurs arrivés dans les principaux hôtels. — HOTEL ST-CHARLES.—C D Daigy, Lac ; M Farrell, Natchez ; A F Hopkins, Mobile ; A B Fordins, St-Louis ; N F Pender, Chicago ; L A York, U S N ; Macmahon, do ; J G Zimmerman, Pennsylvania ; Geo W Corning, do ; Mlle A Colwell, do ; Mme J G Cunningham, do ; Mme Bird Smith, do ; A C Crawford, do ; H Wick et femme, Cleveland, O ; H C Wirk, do ; Thos B Purcell, Mexico ; Mlle M Lœvry, Pittsburgh ; S S Marion, femme et enfant, do ; W T Read, New York ; W J Burgess, Boston ; T G Bush, Mobile ; Wm B Gaines, Mobile ; Jno H Dobbs, Macon, Ga.

CITY HOTEL.—E D Peterson, Morgan City ; L S Greene, Lac ; miss E M Bemis, Morgan City ; Frank S Price, ville ; W J Moore, U S Navy ; Mark Weiss, Beaumont, Texas ; Ethan D Allen, Abeville, Lac ; Thos F Byes, rivière ; A W Heathorn, rivière ; Mrs Jamison H Hall, Mayville, Ky ; S M Hall, do ; Q S Nowell, Boston ; S D Dauny, Miss Point ; R C Sneed, Biella, Ms ; C S Kloss, Str Bonnie Lee ; J W Kelly, Austin, Texas ; W B Brown et femme ; A B Jones et femme ; O Hooper, Eskin, Wood ; J Webb, Mindin Line ; Miss Hart, Canton Miss ; H M Dinkins, femme et enfant, do ; Mrs C C Campbell, Jackson ; Aug Delpit, ville ; W W Murphy, Michigan ; H J Daunt, Franklin, Pa ; J H Baker, Madison, Wis ; F C Cross, Chicago ; Offree Hastings, Nole ; C W Wells, Lac ; H G Howell, Galveston ; J Winstead, N O ; J Monfey, Lne.

Académie de Musique — On donnera ce soir à ce théâtre la grande pièce féerique *Orgon ou figurera* toute la troupe de Colville, pour le bénéfice de l'inimitable comédien Willie Edouin. Mlle Lune Roseau fera Suzel, la fille du bourgmestre et introduira plusieurs morceaux de chant délicieux. Miss Marie Williams, représentera Fritz, le prince royal de Vaporium, et chantera avec son talent accoutumé le grand air du *Carnaval de Venise*. Quelques grandes danses et le *Grand Papa* terminera la soirée. C'est un spectacle coupé qui ne peut manquer de faire salle salle comble.

Je vous salue.

Dr B de VILLENEUVE.

N. O. 4 avril 1878. 5 avril—

MÈRES, MÈRES, MÈRES,

Ne manquez pas de vous procurer le sirop connu sous le nom de Mrs Winslow's Soothing Syrup pour vos enfants pendant la dentition. Il soulage l'enfant, assure le repos à la mère.

3 avril—

—1—

Une bonne suggestion—Dans notre saison de chaleur, avec tous ses changement soudains de température—la pluie, le vent et le soleil se suivant vouli dans le même jour—il n'est pas étonnant que nos enfants et nos parents nous soient enlevés si fréquemment par des rhumes négligés la moitié des décès résultant de cette cause. Une bouteille du sirop allemand de Boschee que vous devez avoir toujours chez vous pour en user aux premières approches de ces maladies, vous épargnera un grand nombre de malheurs et vous fera échapper à la mort. Trois ou quatre doses suffiront. Dans les cas de consomption, d'hémorragie de pneumonie de vieux âge de croup ou dans toute affection du gosier ou des poumons le sirop allemand est sûr de procurer un prompt soulagement. Comme votre pharmacien vous le dira. Il se vend maintenant dans chaque ville et village de ce continent. Bouteilles pour usuel, 10 cents : taille régulière 75 cents.

—2—

Terrible risque à courir.—Ils courent un risque terrible ceux qui séjournent ou qui font leurs affaires dans certains districts où les fièvres d'intermittentes sont endémiques, et qui ne font pas usage pour fortifier leurs constitutions et les acclimater contre leur pernicieuse influence. Le danger pour les sujets bilieux ou qui sont exposés aux influences malsaines est particulièrement sérieux. On devrait donc avoir toujours facilement à sa disposition un agent préventif et curatif de ces maux, et pour tous le seul sur lequel on puisse compter avec certitude est le Bitters de protection connu sous le nom de HOSTETTER. Ce remède est [illegible] cinquante années [illegible] et [illegible] sa puissance de répression sur [illegible] dans les cas de fièvre, de [illegible] et de rhumatisme. Il remédie aussi aux désordres de l'estomac, du foie, et du foie, qui régissent particulièrement dans les régions malsaines, et il est en même temps un grand et incomparable régénérateur.

ENTREPOT DE TAPIS.
Rue de Chartres

NOUS recevons, en ce moment, de forts additions à notre stock. Nos prix actuels sont les mêmes qu'avant la guerre et au-dessous de ces prix.

TAPIS VELOURS AXMINSTER, Wilton.
TAPIS INGRAINS, VICTORIA, CHANNER.
TOILES CIRÉES.
OUVERTURES DE TABLES ET DE PIANOS. Etoffes pour rideaux.
BORDURES EN DENTELLE
NOTTINGHAM, Gerstitures &c.
6 fév—6m PP E. BRESSEREAU & SON.

Mme A. EMERY,
Modiste Parisienne,
14 RUE DE CHARTRES 14
GRAND DEBALLAGE
—DE—
MODES NOUVELLES.
31 mars—2m